

RENCONTRE PAT MOONEY* :

L'homme qui fait plier les multinationales

8 « Nous avons beaucoup d'amis partout dans le monde. » Pour se féliciter du succès d'ETC Group depuis quelques années, Pat Mooney ne cesse de rappeler qu'il ne fait pas plier les multinationales de l'agrochimie à lui tout seul. Il est remarquable, souligne-t-il, que le travail d'ETC Group – longtemps appelé Rafi¹ – qu'il dirige depuis 1977 trouve un écho croissant parmi les mouvements sociaux qui, partout dans le monde, luttent pour le maintien d'une paysannerie forte, seule garante de la biodiversité agricole dans les champs.

ETC signifie Erosion, technologie et concentration. La petite équipe de sept salariés qui forment le groupe ETC aide les communautés rurales et les petits paysans à contrer les efforts constants de l'industrie des biotechnologies pour les contrôler, voire les supprimer en s'accaparant leurs semences grâce aux organismes génétiquement modifiés (OGM), à la technologie Terminator², aux brevets et à quelques autres innovations. ETC Group traque les menaces qui se préparent à l'abri des regards et lance l'alerte dès qu'il en repère une nouvelle.

En 2005, ETC Group reste très préoccupé par l'essor des OGM. Mais Pat Mooney estime que les nanotechnologies pourraient se révéler plus menaçantes encore.

LaRevueDurable : En 1994, lors d'une journée de conférences publiques organisée par l'organisation non gouvernementale (ONG) Swissaid³, vous exprimiez votre optimisme face à l'intérêt naissant de la société civile pour les enjeux liés aux biotechnologies appliquées à l'agriculture. Dix ans plus tard, êtes-vous toujours aussi optimiste ?

Pat Mooney : Plus que jamais. J'avais oublié avoir dit cela, mais maintenant que vous me le rappelez, j'avoue qu'il est agréable d'être prophétique (rire). Plus sérieusement, la prise de conscience de l'importance de l'enjeu des biotechnologies agricoles

* Pat Mooney est directeur d'ETC Group, à Ottawa, au Canada.

vient sûrement de la mise en culture d'OGM dans les champs. En 1994, ils n'étaient pas encore commercialisés. Dès que cela a été le cas, à partir de 1996, l'intérêt a vite grandi. Et même s'il était déjà très tard, il est très encourageant de constater qu'un large consensus s'est établi aujourd'hui en Europe et se confirme en Amérique latine, en Asie et en Afrique sur le fait qu'il existe un grave problème avec les OGM et l'industrie des biotechnologies. D'autant que l'on peut s'appuyer sur cette prise de conscience pour faire comprendre les implications des nanotechnologies⁴ qui constituent dorénavant – de loin – la plus grande menace.

LRD : Avant d'évoquer les nanotechnologies, estimez-vous que les technologies constituent la principale menace à laquelle les paysans sont confrontés, ou s'agit-il d'une menace parmi d'autres ?

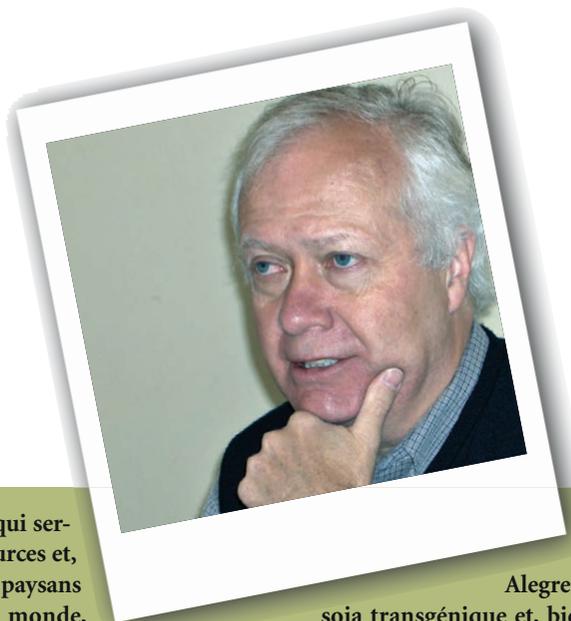
PM : C'en est une parmi d'autres et, d'une manière générale, je ne décrirais pas la technologie comme nécessairement menaçante. Même si cela est souvent le cas, ce n'est pas systématique.

LRD : Sur quelles menaces liées aux technologies vous penchez-vous ?

PM : Notre principale préoccupation est de savoir qui possède la technologie et qui la contrôle. Pour comprendre quelle tournure prendront les choses, il faut savoir qui est aux commandes. Nos réactions reposent en grande partie sur cette dimension du problème. Ensuite, bien sûr, certaines technologies sont en soi plus dangereuses que d'autres et nécessitent un haut niveau de débat scientifique et de compréhension sociale avant que les autorisations de mise sur le marché soient délivrées. En résumé, les menaces liées aux technologies sont de deux ordres : il y a la dimension sociale du contrôle et il y a la nature technique de la menace encourue.

LRD : Pour décrire comment le génie génétique et les nanotechnologies sont utilisés pour renforcer l'appropriation des semences, ETC Group parle de « nouvelles formes d'enclosures »⁵. Pouvez-vous rappeler de quoi il s'agit ?

PM : Cette notion renvoie aux multiples stratégies de contrôle que les entreprises développent avec l'aval ou la complicité des gouvernements. Les brevets constituent une stratégie de nature juridique. Terminator en est une autre, de nature biologique. Le soutien des gouvernements via des subventions, des arrangements fiscaux, des commandes et des accords autorisant le développement de certaines technologies forme un troisième type de stratégies. Il y a aussi les accords entre les entreprises elles-mêmes. Nous avons identifié que Monsanto, Dupont, Syngenta et Dow s'entendent pour partager leurs technologies selon une logique « gagnant-gagnant ». Dans le cadre d'une fusion, cet arrangement enfreindrait la loi sur les cartels et serait illégal. Mais même en l'absence d'une fusion officielle, l'échange de technologies crée de facto une situation de fusion qui se situe en dehors de la légalité.



LRD : Par rapport à ces stratégies, qui servent à mettre la main sur les ressources et, au bout du compte, à contrôler les paysans et l'alimentation partout dans le monde, qu'est-ce qui vous rend si optimiste ?

PM : C'est peut-être dans ma nature. En blaguant, je me dis que je possède le gène de l'optimisme et que Monsanto et Syngenta seraient bien contents d'utiliser la thérapie génique pour me le retirer (rire). En réalité, je vois plusieurs raisons d'être optimiste. La première est que la société civile mondiale s'est organisée pour empêcher la commercialisation de la technologie Terminator.

LRD : Que vous avez vous-même détectée et nommée ainsi.

PM : C'est vrai, mais cela n'aurait pas été pertinent si personne n'y avait prêté attention, s'il n'y avait pas eu des gens pour dire : « C'est important et il faut faire quelque chose. » Ce sont clairement des organisations comme la Via Campesina⁶ qui ont forcé les gouvernements à réagir et permis de déclarer un moratoire sur cette technologie. Les moratoires sur les cultures d'OGM en Suisse et ailleurs dans le monde attestent que la société civile s'organise d'une façon inédite. Le mouvement antiglobalisation, qui existe depuis le début des années 1990, et dont le grand public a pu mesurer l'ampleur à Seattle, en novembre 1999, fait beaucoup pour créer une plate-forme mondiale de discussion sur ces enjeux. Et puis, le Forum social mondial de Porto Alegre et les forums sociaux régionaux, tel que celui qui a eu lieu à Londres, font énormément pour permettre la communication très rapide d'idées progressistes. Tout cela me rend optimiste.

LRD : ETC Group est-il présent aux forums sociaux ?

PM : Oui, à tous, car ils sont un formidable support pour mettre en avant de nouveaux enjeux. J'étais à celui de Porto Alegre en janvier 2005. L'environnement y est fantastique. C'est un grand rendez-vous. Les gens ne viennent pas pour y crier des slogans, mais pour s'instruire.

LRD : D'un autre côté, l'Etat du Rio Grande do Sul, où se trouve Porto

Alegre, autorise depuis 2003 la culture de soja transgénique et, bien que les OGM ne soient cultivés que dans certaines régions du monde, les surfaces concernées augmentent chaque année. La bataille n'est donc pas gagnée.

PM : C'est certain. Le chemin à parcourir reste long et on y perdra des plumes. Mais dans les années 1970 et 1980, nous avions le sentiment de crier dans le vide. Même à Bâle, fief des OGM, il était quasi impossible de trouver quelqu'un qui s'intéresse à ces questions jusqu'à la fin des années 1980.

LRD : Les gens intéressés pouvaient tenir dans une cabine téléphonique, dites-vous.

PM : Les choses ont beaucoup changé : cette année, 135 000 personnes ont participé au Forum social de Porto Alegre.

A l'assaut des nanotechnologies

LRD : Mais si l'intérêt est manifeste pour les OGM, ce n'est pas le cas pour les nanotechnologies.

PM : C'est juste. La plupart des gens en ont vaguement entendu parler pour la première fois en 2004, en voyant « Spiderman » au cinéma.

LRD : Depuis le Sommet de la Terre, à Johannesburg, en août 2002, vous demandez un moratoire sur les nanotechnologies⁷. Pouvez-vous rappeler pourquoi ?

PM : Nous avons hésité à le faire, mais nous avons fini par franchir le pas pour deux raisons. L'une est que c'était le minimum que nous pouvions faire. Les scientifiques étudiaient les nanoparticules sans réglementation. Aux Etats-Unis, un docteur en chimie qui travaille en laboratoire vit en moyenne dix ans de moins qu'un docteur en chimie qui ne travaille pas en laboratoire. Là où il n'y a pas de réglementation sur les nanoparticules,

Je n'ai jamais mis les pieds à l'université

Pat Mooney commence sa brillante carrière d'activiste international par une situation d'échec scolaire complet. « J'ai quitté le système scolaire parce que si je ne l'avais pas fait, on m'aurait renvoyé », précise-t-il. Il n'a donc jamais mis les pieds à l'université. Son université à lui, c'est le terrain. Sensible aux enjeux du tiers-monde depuis sa plus tendre enfance, il profite de sa

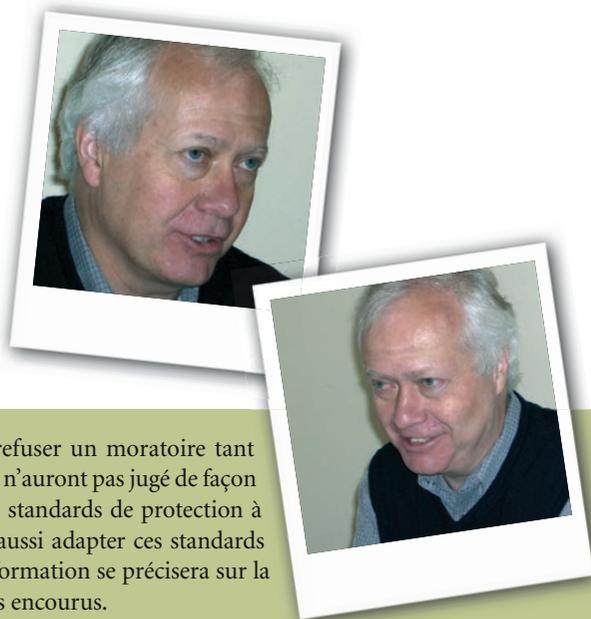
liberté très tôt acquise et de son énergie explosive pour voyager. Pas n'importe où. Il fréquente notamment des réunions organisées par les Nations unies sur l'alimentation et l'agriculture.

C'est au Sri Lanka que les choses se précisent. « Un jour, raconte-t-il, dans les années 1970, j'observais une exploitation de thé pour comprendre le comportement du

Gouvernement sri lankais et de l'entreprise Unilever, qui achetait l'intégralité de la récolte. Des champs de riz à côté ont attiré mon attention. J'y ai découvert le problème de l'érosion génétique. Je me suis intéressé à cette question – totalement délaissée à l'époque – qui, de fil en aiguille, m'a amené à étudier les biotechnologies, en particulier le génie génétique. »

Maintenant que tout le monde s'intéresse aux organismes génétiquement modifiés, Pat Mooney et toute l'équipe d'ETC Group s'est demandé : et pendant ce temps-là, que préparent les industriels ? « C'est ainsi que nous sommes tombés sur les nanotechnologies, » indique-t-il.

LRD



▶▶▶ il est stupide de refuser un moratoire tant que les spécialistes n'auront pas jugé de façon sûre des meilleurs standards de protection à appliquer. Il faut aussi adapter ces standards à mesure que l'information se précisera sur la nature des dangers encourus.

LRD : Pouvez-vous donner un exemple de problème que les nanotechnologies posent ?

PM : Le problème est que nous ne connaissons pas tous les problèmes. On sait seulement que les nanoparticules sont des entités uniques et que si on en produit depuis très longtemps de façon dérivée, par exemple dans la fumée de tabac ou les gaz d'échappement des voitures, ce n'est que depuis peu qu'on en fabrique de façon délibérée pour des produits en vente dans le commerce. Or, il est connu que les propriétés des composés changent selon l'échelle à laquelle ils sont fabriqués. Les dentistes, par exemple, soignent couramment leurs patients avec des matériaux contenant de l'oxyde d'aluminium. Pourtant, à l'échelle nano, ce composé explose. Le Département de la défense, aux Etats-Unis, l'utilise comme détonateur pour ses bombes. Il n'est donc pas possible de le réglementer de la même façon aux échelles macro et nano. Et les exemples de changements de propriétés entre ces deux échelles sont sans fin. Il est donc absolument nécessaire de réglementer de façon spécifique à l'échelle nano et de comprendre les implications en matière de santé et d'environnement des nanotechnologies.

LRD : Et la seconde raison pour laquelle vous demandez un moratoire ?

PM : Il fallait attirer l'attention des scientifiques et des gouvernements pour qu'ils réalisent qu'ils autorisaient l'utilisation de nanoparticules et la commercialisation de produits issus des nanotechnologies sans la moindre réglementation. Depuis 2002, nous avons découvert que BASF a mis sur le marché des aliments qui contiennent des nanoparticules, L'Oréal a inclus des nanoparticules dans des produits cosmétiques et des crèmes solaires en vente au supermarché, Syngenta a ajouté des nanoparticules à deux pesticides disséminés dans les champs. A chaque fois, sans réglementation⁸. Ces industriels ont maintenant peur d'avoir commis une erreur fondamentale en étant allé de l'avant avec ces produits alors qu'ils n'auraient pas dû. Aujourd'hui, ils se précipitent pour essayer de rattraper le coup. Sur ce plan, notre réussite est si éclatante qu'elle nous étonne.

LRD : Comment cela ?

PM : Il y a deux ans, les scientifiques n'estimaient pas nécessaire de fixer des règles pour l'utilisation des nanoparticules, pensant que tout cela était parfaitement sûr. Aujourd'hui, aucun scientifique respecté oserait dire qu'il n'y a pas lieu de se pencher sur ce problème. Tous admettent qu'il faut le faire. Partout dans le monde, les laboratoires cherchent désormais à établir des règles. Les principaux s'en sont maintenant dotés. Des universités très gênées se sont même empressées d'en fixer. Au Royaume-Uni, le

Syngenta et l'affaire du brevet « daisy-cutter »

Lorsque Pat Mooney nous a accordé cette interview, vendredi 11 février, il attendait un coup de fil important. « Il me faudra peut-être momentanément interrompre cette discussion », a-t-il prévenu. Après trois jours d'opposition intense par courriel, au téléphone puis sur place, à Berne, à l'un des plus invraisemblables brevets jamais déposés, Pat Mooney attendait la décision de l'entreprise à l'origine de ce brevet, Syngenta, avant de retourner à Ottawa, où il réside.

ETC Group a surnommé ce brevet « daisy-cutter », en référence à la plus grosse bombe conven-

tionnelle que les Etats-Unis ont jamais utilisée au Viêt Nam, puis durant les guerres du Golfe et d'Irak. Avec ce brevet, l'entreprise helvétique revendiquait la paternité de la découverte d'une séquence génétique codant pour la floraison du riz. Mais au-delà du riz, cette séquence apparaît dans une quarantaine d'espèces de plantes cultivées, du blé aux bananes. « Soit pratiquement la moitié des ressources alimentaires de la planète », relève Pat Mooney.

La veille, le 10 février, il avait participé avec Andrew Bennett, de la fondation Syngenta, à une réunion d'un jour organisée

par l'organisation Swissaid. Les deux hommes y ont débattu de « daisy-cutter » en présence de 240 personnes, dont le ministre de l'Agriculture de la Zambie, Mundia Sikatana, de représentants de l'Administration fédérale suisse et d'organisations de la société civile.

C'est finalement vers treize heures que le téléphone a sonné en ce 11 février. Un interlocuteur de Syngenta lui a confirmé que l'entreprise laissait tomber ce brevet à l'Office européen des brevets (EPO), à l'Office états-unien des brevets et des marques (USPTO) et partout ailleurs dans le monde. L'annonce faisait

suite à une intense campagne d'un mois qu'ETC Group a menée avec le soutien d'organisations paysannes, de syndicats et d'autres organisations de la société civile.

« Nous sommes ravis de l'abandon de ce brevet », a indiqué Pat Mooney de retour à Ottawa, « mais nous nous demandons si cette entreprise en a déposé d'autres de même ampleur qui représenteraient une menace majeure pour la sécurité alimentaire. Toutes les multinationales agroalimentaires doivent s'engager à retirer tous les brevets de ce type partout dans le monde », a-t-il ajouté. LRD



prince Charles a relayé notre demande auprès de la Royal Society. Tony Blair a soutenu cette initiative. La Royal Society a donc réalisé une étude sur les nanotechnologies et demande maintenant... un moratoire⁹.

LRD : La Royal Society, vraiment ?

MLS : Son texte est assez merveilleux, parce qu'il commence par dire son désaccord avec nous, estimant un moratoire exagéré. Puis il indique qu'il ne faudrait pas diffuser de nanoparticules dans l'environnement sauf en cas de nécessité absolue, pour des raisons de santé notamment. Il affirme ensuite qu'il ne faut pas commercialiser de nouveaux produits contenant des nanoparticules tant que des réglementations ne seront pas en place. Toutefois, lorsque des journalistes demandent à ses auteurs s'il faut retirer du marché les produits déjà sur les étagères des magasins, ils ne réussissent pas à répondre oui... mais ne disent pas non plus qu'il ne faut pas les retirer. Ce n'est pas tout. Une discussion très intense a lieu au niveau mondial. Au moins dans les pays industrialisés, il est probable que tous les gouvernements étudient les réglementations à mettre en place. En juin 2004, une discussion intergouvernementale de deux jours s'est tenue à huis clos entre vingt-six pays pour déterminer ces règles. Une initiative entièrement due à notre appel. D'autres rencontres ont eu lieu depuis pour définir un cadre de règles communes. En Europe, Bruxelles travaille dur pour fixer des règles sur les nanoparticules.

LRD : Et du côté des industriels ?

PM : J'ai été invité à participer à une réunion d'un jour organisée par l'industrie, à Houston, fin octobre, sur ce sujet. Étaient présents Dupont, Dow, Intel, Mitsubishi, L'Oréal et Procter and Gamble. Pour introduire la rencontre, deux institutions ont été remerciés : Dupont pour son financement et ETC Group pour avoir poussé le monde industriel à prendre à bras-le-corps l'enjeu des règles à fixer pour les nanoparticules et les nanotechnologies.

Que fait la société civile ?

LRD : A propos des biotechnologies, vous vous référez à la société civile, aux forums sociaux, aux mouvements antiglobalisation. Avec les nanotechnologies, vous citez les universités, les gouvernements, les industriels qui réagissent à vos interpellations. Comment interpréter cette différence ?

PM : Le débat sur les biotechnologies est vieux de plus de dix ans. Celui sur les nanotechnologies n'existe que depuis deux ans... mais il avance beaucoup plus vite.

LRD : A propos des biotechnologies, vous avez rappelé que l'intérêt a décollé à partir du moment où les OGM ont été commercialisés, en 1996. Or, vous relevez que des produits d'ores

et déjà sur le marché contiennent des nanoparticules. Pourquoi cela ne fait-il pas plus bouger la société civile ?

PM : Il y a quelques mois, nous n'avions nous-mêmes aucune idée que certains de ces produits étaient déjà en vente. Nous ne savions pas que des gens en mangeaient ou s'en pomadaient le corps et que des agriculteurs aspergeaient leurs champs de nanoparticules. Le fait qu'il y ait un délai avant que la société civile s'empare du problème n'est pas surprenant. Toutefois, contrairement à la situation qui prévalait dans les années 1980 – personne ne prêtait attention à nos alertes sur les biotechnologies –, tout le monde prend aujourd'hui très au sérieux ce que l'on dit sur les nanotechnologies. C'est du moins l'impression que j'ai lorsque je parle à des représentants d'Oxfam, de Swissaid ou de la Via Campesina. Le mouvement des Paysans sans terre, au Brésil, a immédiatement traduit en portugais notre publication « Down on the Farm »¹⁰. Ils veulent absolument comprendre de quoi il retourne. A notre grande surprise, la version en portugais est sortie quelques semaines après la version en anglais.

LRD : La Via Campesina soutient-elle le moratoire ?

PM : Oui.

LRD : Et Greenpeace, qui fait tellement contre les OGM, se mobilise-t-elle sur les nanotechnologies ?

PM : Greenpeace et Les Amis de la Terre s'intéressent aux conséquences de cette technologie pour l'environnement. Notre différence avec ces organisations, sans doute, est que nous ne cherchons pas à fonder toutes nos discussions sur les données scientifiques. Il nous intéresse aussi de comprendre qui possède la technologie et qui la contrôle.

LRD : C'est précisément sur ce plan que l'affaire Terminator a été si retentissante et a contribué à faire basculer l'opinion publique contre les OGM. Allez-vous montrer que des implications équivalentes à celles que soulève Terminator pourraient voir le jour ?

PM : J'aurais préféré que Terminator n'ait jamais existé. Il est vrai qu'elle nous a aidés à attirer l'attention sur les OGM. Mais elle reste une menace qui plane sur les paysans. Nous venons de passer toute cette semaine à combattre Terminator en Thaïlande, où cinq entreprises ont tenté de ramener cette technologie sur le marché avec l'appui du Gouvernement canadien.

LRD : Il ne s'agit pas de souhaiter qu'une technologie équivalente voie le jour, mais de partir du constat qu'il ne semble pas y avoir de limites à ce que certains scientifiques et certaines

Les industriels ont peur d'avoir commis une grave erreur



12

►► entreprises sont prêts à faire pour gagner de l'argent. En identifiant la technologie Terminator et en la nommant ainsi, vous avez beaucoup aidé le grand public à comprendre l'ampleur de ce qui est à l'œuvre dans l'industrie des semences. Et il y a fort à parier que ce qui se prépare avec les nanotechnologies est au moins aussi grave. C'est à ce titre que l'on peut se demander si une dénomination symbolique équivalente à celle de Terminator pourrait contribuer à générer l'attention que l'essor des nanotechnologies mérite.

PM : Je suis entièrement d'accord avec vous, le caractère fondamental des nanotechnologies les rend vraiment inquiétantes. Et il y a de bonnes raisons de se préoccuper des décisions qui se prennent à leur sujet.

LRD : Quel est, selon vous, le prochain grand rendez-vous qui pourrait aider à faire avancer la discussion publique sur les nanotechnologies ?

PM : En avril, une rencontre aura lieu à la grande bibliothèque d'Alexandrie, en Egypte, sur les nanotechnologies et les pauvres. Quelque 55 personnes – des membres de gouvernements du Nord et du Sud, de la société civile, des mouvements sociaux, d'organisations scientifiques – s'y rencontreront. Une série de négociations aura lieu et une compréhension plus complète de l'ampleur de ce qu'implique l'essor des nanotechnologies pourrait voir le jour. Jusqu'à présent, les enjeux socio-économiques plus larges n'ont pas réellement été considérés. La réunion d'un ensemble de personnes aux compétences très diverses devrait aider à y voir plus large.

LRD : Qui organise cette rencontre ?

PM : La fondation Rockefeller et le Centre international de recherche sur le développement, lié au Gouvernement du Canada, la financent. Une organisation basée à Washington, l'Institut Meridian, joue le rôle de médiateur. ETC Group sera l'un des représentants de la société civile.

LRD : Comment expliquez-vous qu'une équipe aussi petite qu'ETC Group réussisse à générer un tel intérêt sur les OGM, puis maintenant sur les nanotechnologies ?

PM : C'est gentil à vous de dire cela. On peut aussi penser que nous avons mis du temps à générer cet intérêt. Nous avons travaillé vingt ans avant de trouver un écho. Le fait que nous sommes là depuis si longtemps et que nous avons eu la malchance d'avoir raison fait que les gens se disent : s'ils ont eu raison sur l'évolution de l'industrie des semences, des ressources génétiques, des biotechnologies appliquées à l'agriculture, ou encore de la génomique humaine, il serait peut-être dorénavant judicieux de prêter attention à leurs discours sur tous les sujets qu'ils abordent. ■

Terminator : le retour ?

Pendant que Pat Mooney affrontait Syngenta en Suisse, ses collègues d'ETC Group s'en prenaient au Gouvernement canadien à Bangkok, en Thaïlande, du 7 au 11 février. Il se déroulait dans la capitale de la Thaïlande une réunion de l'institution de conseil scientifique de la Convention sur la biodiversité. La délégation canadienne voulait y obtenir l'autorisation de tester en plein champ et de commercialiser la technologie de stérilisation des semences Terminator, levant ainsi le moratoire en place depuis 1998. « La promotion, par le Canada, d'une technologie contraire aux intérêts des pays du Sud n'annonce rien de bon pour la réunion du G8, en juillet, en Ecosse, où le Canada proposera d'introduire les nanotechnologies sur l'agenda du G8 », souligne ETC Group dans un communiqué.

Malgré « une avalanche de courriels et de lettres de protestations », la délégation canadienne n'a pas adouci sa position pro-Terminator dans les couloirs de la réunion, poursuit le communiqué. La Nouvelle-Zélande et l'Australie, ainsi que de multiples représentants de l'industrie des biotechnologies (Monsanto, Delta et Pine Land, Crop Life International, Pharma et la Fédération internationale des semences) ont exercé avec la délégation canadienne un intense lobbying contre les restrictions sur le

développement des semences stériles. Une armada de représentants du Gouvernement des Etats-Unis – qui ne fait pas partie de la Convention sur la biodiversité – a observé les négociations.

« Le désastre a été évité grâce à des interventions clés des Gouvernements de Norvège, de Suède, d'Autriche, de l'Union européenne, de Cuba, du Pérou et du Liberia, porte-parole du Groupe Afrique, souligne ETC Group. Le texte final réaffirme le moratoire de fait sur Terminator. La prochaine joute de l'institution de conseil scientifique de la Convention sur la biodiversité aura lieu en mars 2006. Mais cette décision permet de sans cesse réexaminer Terminator. La Convention sur la biodiversité continue de tergiverser et de retarder les décisions à son sujet, tandis que l'industrie fonce pour amener les semences stériles sur le marché. »

« La communauté internationale a besoin de savoir que Terminator reste un danger très présent. L'industrie des biotechnologies est aux aguets pour commercialiser les semences suicides. Rien de moins qu'une interdiction définitive de Terminator n'arrêtera son invasion dans les champs des paysans », tranche Hope Shand, d'ETC Group.

LRD

- 1 Rural Advancement Foundation International. www.etcgroup.org
- 2 Terminator est un verrou biologique que l'on introduit par génie génétique dans une plante pour empêcher les graines issues de sa récolte de germer, obligeant le paysan à acheter ses graines au lieu de les produire lui-même comme depuis le néolithique.
- 3 Mooney P. *The Butterfly Rises*. In Baumann M. et coll. *The Life Industry*, Londres, Intermediate Technology Publications, 1996.
- 4 Les nanotechnologies impliquent le travail de la matière à l'échelle du nanomètre, soit un millionième de millimètre (10⁻⁹ mètre). Un cheveu humain mesure 80 000 nanomètres de diamètre.
- 5 Shand H. *Les entreprises érigent de « nouvelles enclosures » pour s'approprier le vivant*, *LaRevueDurable*, septembre-octobre 2004 (12) : 41-43.
- 6 *La Via Campesina est un mouvement international qui coordonne des organisations de petits et moyens paysans, de travailleurs agricoles, de femmes rurales et de communautés indigènes*. www.viacampesina.org
- 7 Thomas J. *De tout petits problèmes à l'horizon ? De la nécessité d'un moratoire sur les nanotechnologies*, *LaRevueDurable*, juillet-août-septembre 2003 (6) : 68-69.
- 8 *Down on the Farm. The Impact of Nano-scale Technologies on Food and Agriculture*, ETC Group, novembre 2004.
- 9 *United Kingdom Royal Society and Royal Academy of Engineering. Nanotechnology: Views of Scientists and Engineers*, novembre 2003.
- 10 Op. cit.